RAA
INDRE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SPÉCIAL N°36-2022-098

PUBLIÉ LE 10 AOÛT 2022

# Sommaire

**Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse-Direction Interrégionale Grand-Centre / Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse-Direction Interrégionale Grand-Centre**

36-2022-08-09-00001 - arrêté portant tarification du Centre Educatif Renforcé 36 géré par l'association départementale de l'Indre pour l'accueil et la sauvegarde de l'enfance, de l'adolescence et des adultes (ADIASEAA) (3 pages) Page 3

**Direction Départementale des Territoires / Service planification , risques, eau, nature**

36-2022-08-10-00001 - Arrêté du 10 août 2022 limitant provisoirement les usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans l'Indre (30 pages) Page 7

**Direction Régionale des Douanes et des Droits Indirects du Centre-Val de Loire / Direction Régionale des Douanes et des Droits Indirects du Centre-Val de Loire**

36-2022-08-09-00002 - Décision de fermeture définitive d'un débit de tabac ordinaire permanent sur la commune d'Orsennes (1 page) Page 38

**Préfecture de l'Indre / Direction du Développement Local et de l'Environnement**

36-2022-08-03-00008 - 20220726 Avis complet CDAC SASU L'ECUSSON (3 pages) Page 40

# Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse-Direction Interrégionale Grand-Centre

36-2022-08-09-00001

arrêté portant tarification du Centre Educatif Renforcé 36 géré par l'association départementale de l'Indre pour l'accueil et la sauvegarde de l'enfance, de l'adolescence et des adultes (ADIASEAA)

PRÉFET
DE L'INDRE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Ministère de la Justice**
**Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse**
**Direction Interrégionale Grand-Centre**

**ARRÊTÉ N°2022/DIPJJ-GC/018** - 9 AOUT 2022
**PORTANT TARIFICATION DU CENTRE ÉDUCATIF RENFORCÉ 36**
**GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DE L'INDRE POUR L'ACCUEIL ET LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE, DE L'ADOLESCENCE ET DES ADULTES (ADIASEAA)**

**LE PRÉFET DE L'INDRE**

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment les articles L. 312-1, L. 314-1 à L. 314-9 et R. 314-125 à R. 314-127 ;

Vu le Code de la Justice Pénale des Mineurs et notamment ses articles R. 241-3 à R. 241-9 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 juillet 2010 portant autorisation la création d'un Centre Éducatif Renforcé pour les mineurs sis « La Garderie de Miran » à La Pérouille (36350) et géré par l'Association Départementale de l'Indre pour l'Accueil et la Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (ADIASEAA) ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 15 mars 2012 portant habilitation du Centre Éducatif Renforcé ;

Vu le courrier transmis par lequel la personne ayant qualité de représenter le Centre Éducatif Renforcé a adressé ses propositions budgétaires pour l'exercice 2022 ;

Vu les propositions budgétaires arrêtées par la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse grand-centre pour l'exercice 2022 ;

Sur rapport du directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Centre ;

## ARRÊTE

Article 1er :
Pour l'exercice budgétaire 2022, les dépenses et les recettes prévisionnelles du Centre Éducatif Renforcé (CER) sont autorisées comme suit :

| | Groupes Fonctionnels | Montant en euros | Total en euros |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 103 340,00 € | 903 700,77 € |
| | Groupe II<br>Dépenses afférentes au personnel | 679 659,32 € | |
| | Groupe III<br>Dépenses afférentes à la structure | 120 701,45 € | |
| | Report de la section d'exploitation (déficit) | 0,00 € | |
| **Recettes** | Groupe I<br>Produits de la tarification | 872 871,77 € | 903 700,77 € |
| | Groupe II<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 0,00 € | |
| | Groupe III<br>Produits financiers et produits non encaissables | 30 829,00 € | |
| | Report de la section d'exploitation (excédent) | 0,00 € | |

L'activité retenue pour l'exercice 2022 est fixée à 1701 journées.

Article 2 :
1°- Modalités de calcul du tarif applicable, pour l'année 2022, au CER 36 :
Le calcul du tarif est fait selon la formule suivante :

T = PT/A

Dans laquelle :
T est le tarif applicable
PT est le produit de la tarification
A est l'activité
Le calcul du prix de l'acte sera fait avec trois décimales et le prix de l'acte sera arrondi au centième.
Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale et inchangée (arrondi par défaut) ;
Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).
Soit :

872 871,77 / 1 701 = 513,152 € arrondi à 513,15 €

2°- Ce tarif sera versé sous la forme d'un financement mensualisé (paiements au 12ème).

3°- En l'application de l'article R. 314-35 du code de l'action sociale et des familles le tarif applicable fixé du 1er septembre 2022 au 31 décembre 2022 sera calculé au vu de l'activité réalisée au 31 août 2022.

4°- Le prix d'acte 2022 de 513,15 € arrondi au centième près est applicable à compter du 1er janvier 2023 jusqu'à la date d'effet de l'arrêté fixant la tarification 2023.

Article 3 :
Le tarif mentionné à l'article 2 n'intègre aucune reprise de résultat.

Article 4 :
Le règlement du solde dû sera imputé sur le Budget Opérationnel de Programme 182, sur le centre financier 0182-DIGC-UO01 – Titre 6 (SAH) – code activité : 0182.A2.01.04.01.

Article 5 :
Conformément à l'article R314-36 du code de l'action sociale et des familles, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et notifié au service concerné.

Article 6 :
Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nantes – Cour administrative d'appel – 2, place de l'Edit de Nantes – B.P. 18529 – 44185 NANTES Cedex 4 – dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet http://www.telerecours.fr

Article 7 :
La Secrétaire Générale de la Préfecture et le Directeur Interrégional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand Centre sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
et par délégation,
la Secrétaire Générale,

N. Chaïb

Nadine CHAÏB

Direction Départementale des Territoires

36-2022-08-10-00001

# Arrêté du 10 août 2022 limitant provisoirement les usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans l'Indre

**PRÉFET DE L'INDRE**

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires**

**ARRÊTÉ N° 036-2022-08-03-0[illegible] du 10 août 2022**
**limitant provisoirement les usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans l'Indre**

**LE PRÉFET DE L'INDRE,**

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1 à L. 211-10 relatifs à la gestion de la ressource, L. 215-1 à L. 215-13 concernant les cours d'eau non domaniaux, R. 216-9 relatif à la limitation et à la suspension des usages de l'eau ;

Vu le code civil et notamment les articles 640 à 645 relatifs à la gestion des eaux pluviales et de sources entre propriétaires ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté n° 36-2021-8-05-00001 du 5 août 2021 portant délégation de signature à M. Rik VANDERERVEN, Directeur départementale des territoires de l'Indre ;

Vu l'arrêté n° 36-2021-09-01-00008 du 2 septembre 2021 portant modification de l'arrêté n° 36-2021-8-05-00001 du 5 août 2021 portant délégation de signature à M. Rik VANDERERVEN, Directeur départementale des territoires de l'Indre ;

Vu l'arrêté n° 36-2022-5-3-0001 du 3 mai 2022 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires ;

Vu le décret « gestion quantitative » n°2021-795 du 23 juin 2021, relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

Vu l'arrêté interministériel du 11 septembre 2003 portant application des articles R. 211-1 à R. 211-9 du code de l'environnement et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis

- à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 et L. 432-8 relatifs à la protection de la nature, les articles R. 211-1 à R. 211-9, R. 211-66 à R. 211-70 relatifs à la limitation et à la suspension des usages de l'eau et les articles R. 214-1 à R. 214-60 portant applications des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0 ou 1.3.1.0. des articles R. 214-1 à R. 214-5 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange ;

Vu la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

Vu la lettre du 23 juin 2020 de la ministre de l'écologie, sur les orientations techniques nationales à mettre en œuvre suite au retour d'expérience de la gestion de la crise sécheresse 2019 ;

Vu l'instruction ministérielle du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne 2022-2027 en vigueur depuis le 04 avril 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Cher amont, approuvé par arrêté inter-préfectoral le 20 octobre 2015 ;

Vu le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Cher aval, approuvé par arrêté inter-préfectoral le 26 octobre 2018 ;

Vu l'arrêté d'orientations pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de restriction ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse dans le bassin Loire-Bretagne du 28 janvier 2022 ;

Vu l'arrêté n°36-2022-06-13-00002 du 13 juin 2022 du préfet de l'Indre définissant le cadre des mesures coordonnées de restriction provisoire des prélèvements et des usages de l'eau destinées à faire face à une menace de sécheresse dans le département de l'Indre ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 36-2017-09-18-002 du 18 septembre 2017 portant autorisation unique pluriannuelle (AUP) de prélèvements d'eau à des fins d'irrigation agricole à l'organisme unique de gestion collective (OUGC) THELIS sur le bassin de la Théols ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2018-05-09-003 du 9 mai 2018 portant mise en place d'une gestion collective volumétrique volontaire de l'eau d'irrigation agricole sur le bassin versant de la Trégonce ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2020-07-17-004 du 17 juillet 2020 portant mise en place d'une gestion collective volumétrique volontaire de l'eau d'irrigation agricole sur le bassin versant de la Ringoire ;

Considérant que des dispositions de limitation provisoire des usages de l'eau sont susceptibles d'être nécessaires pour la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le préfet peut désigner, par arrêté pris en application de l'article R. 211-67, une zone d'alerte, par unité hydrographique cohérente, dans laquelle il peut prescrire les mesures mentionnées à l'article R. 211-66 pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, ou à un risque de pénurie d'eau ;

Considérant que les manœuvres des ouvrages hydrauliques peuvent être de nature à aggraver la situation hydrologique précaire de certains cours d'eau et perturbent les mesures de débits sur les cours d'eau ;

Considérant qu'une connaissance quotidienne des débits des principaux cours d'eau et de leurs affluents est rendue possible via les stations hydrométriques gérées par les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Centre-Val de Loire et Nouvelle-Aquitaine permettant d'appréhender l'état de la situation hydrologique, de suivre l'évolution des capacités de la ressource en eau superficielle dans le département et qu'une connaissance des débits de certains cours d'eau non équipés d'une station hydrométrique est possible par mesures ponctuelles effectuées par le service en charge de la police de l'eau de la Direction départementale des territoires (DDT) et le service départemental de l'Office français de la biodiversité (OFB) ;

Considérant que les relevés piézométriques transmis par le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) permettent d'appréhender la situation des principales nappes dans le département ;

Considérant que le suivi des données météorologiques mesurées (précipitations, températures, humidité des sols) par Météo France et ses prévisions météorologiques constituent des outils d'aide à la décision pour gérer la ressource ;

Considérant la nécessaire solidarité entre les usagers de l'eau conformément à la Directive cadre sur l'eau (DCE) ;

Considérant l'avis des membres de l'observatoire des ressources en eau (ORE) consultés en date du 10 août 2022 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Indre,

## ARRÊTE

Article 1er : Constat du franchissement des seuils de référence

L'évolution des débits observés aux points de référence visés aux articles 3 et 5 de l'arrêté du 15 juin 2018 susvisé entraîne la mise en œuvre des mesures des plans d'alerte prévues dans **l'ANNEXE 3** du présent arrêté. Ces mesures concernent les zones d'alerte suivantes :

| VIGILANCE | ALERTE | ALERTE RENFORCÉE | CRISE |
|---|---|---|---|
| | | | Anglin amont<br>Anglin aval<br>Arnon<br>Bouzanne<br>Cher<br>Claise<br>Creuse<br>Fouzon<br>Gartempe<br>Indre amont<br>Indre aval<br>Indrois – Tourmente<br>Modon<br>Théols<br>Ringoire (gestion volumétrique et hors gestion volumétrique)<br>Trégonce (hors gestion volumétrique)<br>Trégonce (gestion volumétrique) |

La carte de ces zones d'alerte est présentée en **ANNEXE 1** et **1-bis.** Une commune peut être concernée par plusieurs zones d'alerte dès lors que son territoire se partage entre plusieurs bassins hydrographiques. Le détail est présenté en **ANNEXE 2.**

Cette situation nécessite la mise en place de mesures de restrictions de certains usages de l'eau, telles que définies dans l'**ANNEXE 3** du présent arrêté.

## Article 2 : Champ d'application

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à tous les usagers, quelle que soit l'origine de l'eau :

- À tous les prélèvements dans les cours d'eau, les plans d'eau, les sources, les puits, par forage en nappe profonde et en nappe d'accompagnement qu'ils soient réglementés ou non ;
- À certains usages de l'eau (définis dans l'**Article 3**), même issue du réseau public d'adduction en eau potable ;

Le présent arrêté ne s'applique pas à l'utilisation :

- d'eaux stockées dans des retenues étanches, non connectées au milieu naturel, remplies entre le **1er novembre** et le **31 mars** (en cas de contrôle en période de restriction des usages de l'eau, il faut pouvoir démontrer la déconnexion éventuelle de leurs installations et tenir un registre des prélèvements à chaque prélèvement pour ne pas excéder le volume autorisé au titre de la loi sur l'eau) ;
- d'eaux pluviales collectées à partir de surfaces imperméabilisées et stockées dans des aménagements réguliers et déconnectés du milieu naturel (exemple : cuve de récupération des eaux de toitures) ;
- de la ressource en eau nécessaire à l'abreuvement direct des animaux d'élevage dans le milieu naturel ainsi que le prélèvement local dans le milieu naturel pour l'abreuvement (droit d'usage de la parcelle riveraine) sous réserve de veiller au maintien d'un débit minimum dans le milieu naturel ;
- des plans d'eau déconnectés qui sont réquisitionnés par le Service d'incendie et de secours de l'Indre (SDIS 36) pour la lutte contre les incendies.
- des stations de lavage avec recyclage et/ou haute pression pour les véhicules

## Article 3 : Mesures dérogatoires

Des dérogations à l'**ANNEXE 3** du présent arrêté peuvent être délivrées en application de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n°36-2022-06-13-00002 du 13 juin 2022. Les demandes doivent être formulées auprès de la direction départementale des territoires de l'Indre par voie postale ou par voie électronique au courriel suivant : ddt-ore@indre.gouv.fr

## Article 4 : Dispositions particulières

Une commune peut être concernée par plusieurs zones d'alerte dès lors que son territoire se partage entre plusieurs bassins hydrographiques. Dès que ces bassins hydrographiques sont touchés par des niveaux d'alerte différents, les usages de l'eau sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune dans le cas des mesures générales. Pour les usages agricoles, industriels et commerciaux, les mesures du présent arrêté s'appliquent à la zone d'alerte au sein de laquelle le prélèvement est réalisé.

Article 8 : Délai et voie de recours

Les délais de recours auprès du tribunal administratif de Limoges (2 cours Bugeaud - CS 40 410, 87 000 LIMOGES CEDEX) sont de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, dans les conditions prévues à l'article L. 214-10 du code de l'environnement. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet http://www.telerecours.fr.

Article 9 : Abrogation

L'arrêté n° 36-2022-08-03-00001 du 03 août 2022 limitant provisoirement les usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans l'Indre est abrogé.

Article 10 : Exécution

La secrétaire générale de la Préfecture, les sous-préfets d'Issoudun, de la Châtre et du Blanc, le directeur départemental des territoires, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire, le commandant de groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Directeur Départemental
des Territoires

Rik VANDERERVEN

Article 5 : Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté sont valables à compter du **samedi 13 août 2022 à zéro heure** et cesseront d'office au 31 octobre 2022. Il pourra cependant y être mis fin avant, dans la même forme et s'il y a lieu, graduellement, dès que les conditions d'écoulement ou d'approvisionnement permettront de garantir la préservation de la ressource et du milieu aquatique.

Article 6 : Contrôles, poursuites pénales et sanctions

En vue de rechercher et constater les infractions, les fonctionnaires des services chargés de la police de l'eau ainsi que les services de gendarmerie et de police ont accès aux locaux, installations et lieux où sont réalisées les opérations susceptibles d'être à l'origine des infractions, dans les limites fixées par les articles L. 172-4 et L. 172-5 du code de l'environnement.

Est passible d'une peine de six mois d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, en application de l'article L. 173-4 du code de l'environnement, le fait de faire obstacle aux fonctions exercées par les fonctionnaires et agents habilités à exercer des missions de contrôle administratif ou de recherche et de constatation des infractions.

Conformément à l'article R. 216-9 du Code de l'environnement, tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5e classe, éventuellement cumulative, à chaque fois qu'une infraction aux mesures de limitation ou de suspension des usages de l'eau a été constatée. L'ensemble des frais induits par les contrôles, expertises ou analyses sont mis, en cas de condamnation, à la charge de l'exploitant ou, à défaut du propriétaire, en application de l'article L. 216-4 du code de l'environnement.

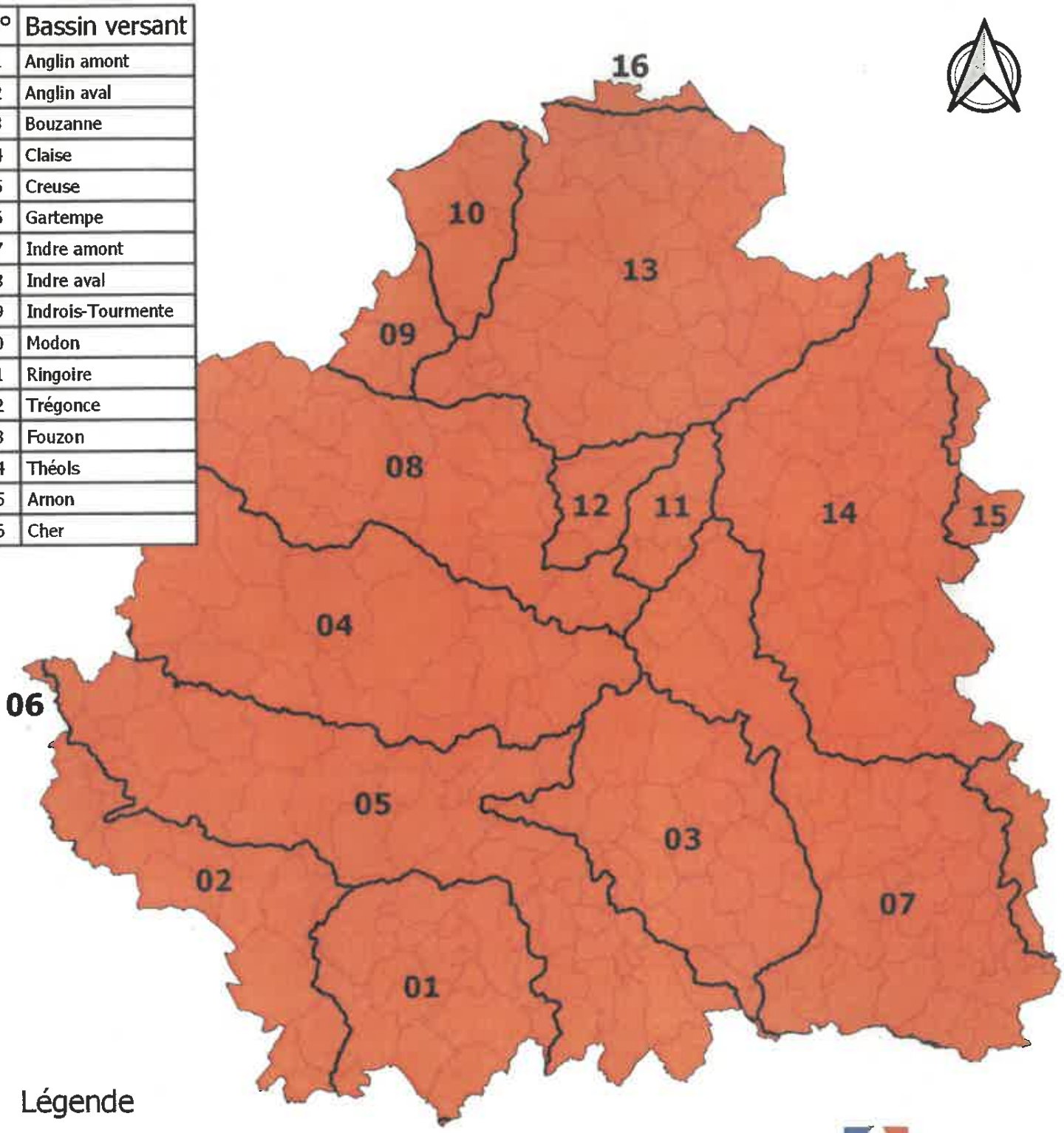
Par ailleurs, le fait d'exploiter un ouvrage sans respecter le débit à réserver aux milieux aquatiques défini par l'article L. 216-7 du code de l'environnement est réprimé d'une amende pouvant aller jusqu'à 75 000 €. Cette sanction pourra être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application de l'article L. 216-1 du code de l'environnement. Le non-respect d'une mesure de mise en demeure expose l'irrigant à la suspension provisoire de son autorisation de prélèvement et constitue un délit prévu et réprimé par l'article L. 173-2 du code de l'environnement.

Article 7 : Publication et Affichage

Le présent arrêté préfectoral sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Indre, sur le site internet de la préfecture de l'Indre (http://www.indre.gouv.fr/Publications/Loi-Sur-l-Eau-et-Les-Milieux-Aquatiques/Gestion-des-etiages/Arretes-de-restriction), et les mairies des communes concernées seront tenues d'afficher cet arrêté dès réception et pour toute la période d'application. Une publicité sera réalisée via un communiqué de presse publié sur le site internet de la préfecture de l'Indre et sera publiée en caractères apparents dans un journal local diffusé dans l'Indre. La cartographie des plans d'alerte en vigueur sera disponible sur le site *propluvia.developpement-durable.gouv.fr*.

# ANNEXE 1- : SITUATION DES BASSINS VERSANTS 2022 HORS GESTION VOLUMETRIQUE

| N° | Bassin versant |
|---|---|
| 01 | Anglin amont |
| 02 | Anglin aval |
| 03 | Bouzanne |
| 04 | Claise |
| 05 | Creuse |
| 06 | Gartempe |
| 07 | Indre amont |
| 08 | Indre aval |
| 09 | Indrois-Tourmente |
| 10 | Modon |
| 11 | Ringoire |
| 12 | Trégonce |
| 13 | Fouzon |
| 14 | Théols |
| 15 | Arnon |
| 16 | Cher |




Légende

Communes

Zones hydrographiques d'alerte

- Sans restrictions
- Vigilance
- Alerte
- Alerte renforcée
- Crise

0 30 60 km

PRÉFET DE L'INDRE

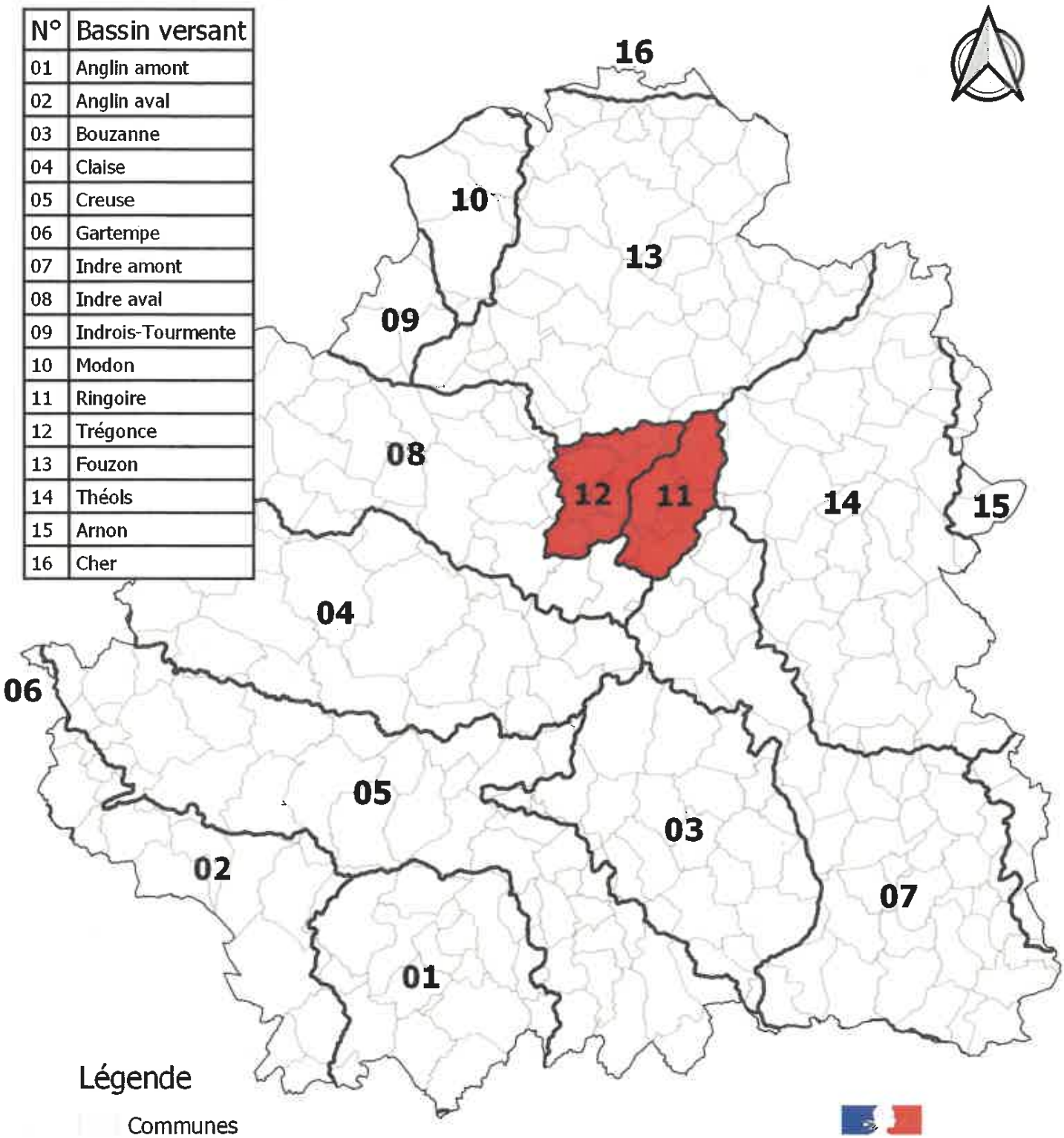
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

DDT de l'Indre

Source :IGN BDCARTO/CA36/DDT36
Créée le : 03/08/2022
EAU\N_MASSE_EAU

# ANNEXE 1-bis : SITUATION DES BASSINS VERSANTS 2022
# GESTION VOLUMETRIQUE

| N° | Bassin versant |
|---|---|
| 01 | Anglin amont |
| 02 | Anglin aval |
| 03 | Bouzanne |
| 04 | Claise |
| 05 | Creuse |
| 06 | Gartempe |
| 07 | Indre amont |
| 08 | Indre aval |
| 09 | Indrois-Tourmente |
| 10 | Modon |
| 11 | Ringoire |
| 12 | Trégonce |
| 13 | Fouzon |
| 14 | Théols |
| 15 | Arnon |
| 16 | Cher |




Légende

Communes

Zones hydrographiques d'alerte

- Sans restrictions
- Vigilance
- Alerte
- Alerte renforcée
- Crise

0 30 60 km

PRÉFET DE L'INDRE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

DDT de l'Indre

Source :IGN BDCARTO/CA36/DDT36
Créée le : 03/08/2022
EAU\N_MASSE_EAU

## ANNEXE N° 2 :

## LISTE DES COURS D'EAU ET DES COMMUNES CONCERNÉES PAR LE PLAN DE CRISE (DCR)

### Zone hydrographique n°1 : L'Anglin amont

| Communes | | | |
|---|---|---|---|
| ARGENTON-SUR-CREUSE | BAZAIGES | BEAULIEU | CELON |
| CHAILLAC | CHALAIS | CHAZELET | DUNET |
| EGUZON-CHANTOME | LA CHATRE-LANGLIN | LIGNAC | LUZERET |
| MOUHET | PARNAC | PRISSAC | ROUSSINES |
| SACIERGES-SAINT-MARTIN | SAINT-BENOIT-DU-SAULT | SAINT-CIVRAN | SAINT-GILLES |
| THENAY | VIGOUX | | |

### Zone hydrographique n°2 : L'Anglin aval

| Communes | | | |
|---|---|---|---|
| BELABRE | BONNEUIL | CHAILLAC | CHALAIS |
| CIRON | CONCREMIERS | FONTGOMBAULT | INGRANDES |
| LE BLANC | LIGNAC | LURAIS | MAUVIERES |
| MERIGNY | PRISSAC | RUFFEC | SAINT-AIGNY |
| SAINT-HILAIRE-SUR-BENAIZE | SAUZELLES | TILLY | |

### Zone hydrographique n°3 : La Bouzanne

| Communes | | | |
|---|---|---|---|
| AIGURANDE | ARDENTES | ARTHON | BOUESSE |
| BUXIERES-D'AIILLAC | CHASSENEUIL | CHAVIN | CLUIS |
| CROZON-SUR-VAUVRE | FOUGEROLLES | GOURNAY | JEU-LES-BOIS |
| LA BUXERETTE | LE PECHEREAU | LE POINCONNET | LE PONT-CHRETIEN-CHABENET |
| LUANT | LYS SAINT GEORGES | MAILLET | MALICORNAY |
| MONTCHEVRIER | MOSNAY | MOUHERS | NEUVY-SAINT-SEPULCHRE |
| ORSENNES | POMMIERS | SAINT-DENIS-DE-JOUHET | SAINT-MARCEL |
| TENDU | TRANZAULT | VELLES | |

### Zone hydrographique n°4 : La Claise

| Communes | | | |
|---|---|---|---|
| AZAY-LE-FERRON | BUZANCAIS | CHASSENEUIL | CLERE-DU-BOIS |
| DOUADIC | LA CHAPELLE-ORTHEMALE | LA PEROUILLE | LINGE |
| LUANT | LUREUIL | MARTIZAY | MEOBECQ |
| MEZIERES-EN-BRENNE | MIGNE | NEUILLAY-LES-BOIS | NIHERNE |
| NURET-LE-FERRON | OBTERRE | PAULNAY | ROSNAY |
| SAINT-MAUR | SAINT-MICHEL-EN-BRENNE | SAINTE-GEMME | SAULNAY |
| VELLES | VENDOEUVRES | VILLEDIEU-SUR-INDRE | VILLIERS |

### Zone hydrographique n°5 : La Creuse

| Communes | | | |
|---|---|---|---|
| AIGURANDE | ARGENTON-SUR-CREUSE | BADECON-LE-PIN | BARAIZE |
| BAZAIGES | BELABRE | CEAULMONT | CELON |
| CHASSENEUIL | CHAVIN | CHITRAY | CIRON |
| CLUIS | CUZION | DOUADIC | EGUZON-CHANTOME |
| FONTGOMBAULT | GARGILESSE-DAMPIERRE | LE BLANC | LE MENOUX |
| LE PECHEREAU | LE PONT-CHRETIEN-CHABENET | LINGE | LOURDOUEIX-SAINT-MICHEL |
| LUANT | LURAIS | LUREUIL | MALICORNAY |
| MIGNE | MONTCHEVRIER | NEONS-SUR-CREUSE | NEUVY-SAINT-SEPULCHRE |
| NURET-LE-FERRON | ORSENNES | OULCHES | POMMIERS |
| PÖULIGNY-SAINT-PIERRE | PREUILLY-LA-VILLE | RIVARENNES | ROSNAY |
| RUFFEC | SAINT-AIGNY | SAINT-GAULTIER | SAINT-MARCEL |
| SAINT-PLANTAIRE | SAUZELLES | TENDU | THENAY |
| TOURNON-SAINT-MARTIN | | | |

## Zone hydrographique n°6 : La Gartempe

| Communes |
|---|
| NEONS-SUR-CREUSE |

## Zone hydrographique n°7 : L'Indre amont

| Communes | | | |
|---|---|---|---|
| AIGURANDE | ARDENTES | ARTHON | BRIANTES |
| CHAMPILLET | CHASSIGNOLLES | CHATEAUROUX | COINGS |
| CREVANT | CROZON-SUR-VAUVRE | DEOLS | DIORS |
| ETRECHET | FEUSINES | FOUGEROLLES | JEU-LES-BOIS |
| LA BERTHENOUX | LA BUXERETTE | LA CHATRE | LA MOTTE-FEUILLY |
| LACS | LE MAGNY | LE POINCONNET | LIGNEROLLES |
| LOUROUER-SAINT-LAURENT | LYS-SAINT-GEORGES | MERS-SUR-INDRE | MONTGIVRAY |
| MONTIERCHAUME | MONTIPOURET | MONTLEVICQ | NERET |
| NOHANT-VIC | PERASSAY | POULIGNY-NOTRE-DAME | POULIGNY-SAINT-MARTIN |
| SAINT-CHARTIER | SAINT-DENIS-DE-JOUHET | SAINT-MAUR | SAINTE-SEVERE-SUR-INDRE |
| SARZAY | SAZERAY | THEVET-SAINT-JULIEN | TRANZAULT |
| URCIERS | VERNEUIL-SUR-IGNERAIE | VICQ-EXEMPLET | VIGOULANT |
| VIJON | | | |

## Zone hydrographique n°8 : L'Indre aval

| Communes | | | |
|---|---|---|---|
| ARGY | ARPHEUILLES | BUZANCAIS | CHATEAUROUX |
| CHATILLON-SUR-INDRE | CLION | FLERE-LA-RIVIERE | FRANCILLON |
| CLERE-DU-BOIS | CHEZELLES | ST-MARTIN-DE-LAMPS | VILLEGOIN |
| FREDILLE | LA CHAPELLE-ORTHEMALE | LE TRANGER | OBTERRE |
| PALLUAU-SUR-INDRE | PELLEVOISIN | SAINT-CYRAN-DU-JAMBOT | SAINT-GENOU |
| SAINT-LACTENCIN | SAINT-MEDARD | SAINT-PIERRE-DE-LAMPS | SAINTE-GEMME |
| SAINT-MAUR | MURS | NIHERNE | VILLERS-LES-ORMES |
| SAULNAY | SOUGE | VILLEDIEU SUR INDRE | VILLIERS |

## Zone hydrographique n°9 : L'Indrois

| Communes |
|---|
| ECUEILLE |
| HEUGNES |
| PREAUX |
| VILLEGOUIN |

## Zone hydrographique n°10 : La Tourmente

| Communes |
|---|
| ECUEILLE |
| HEUGNES |
| LUCAY-LE-MALE |

## Zone hydrographique n°11 : La Trégonce (hors gestion volumétrique et gestion volumétrique)

| Communes |
|---|
| BRION |
| CHEZELLES |
| FRANCILLON |
| LEVROUX |
| NIHERNE |
| SAINT-LACTENCIN |
| VILLEDIEU-SUR-INDRE |
| VILLEGONGIS |
| VILLERS-LES-ORMES |
| VINEUIL |

## Zone hydrographique n° 12 : La Ringoire (hors gestion volumétrique et gestion volumétrique)

| Communes |
|---|
| BRION |
| COINGS |
| DEOLS |
| SAINT MAUR |
| VILLERS-LES-ORMES |
| VINEUIL |

## Zone hydrographique n°13 : L'Arnon

| Communes |
|---|
| CHOUDAY |
| ISSOUDUN |
| LA BERTHENOUX |
| LIGNEROLLES |
| MIGNY |
| NERET |
| SAINT-CHRISTOPHE-EN-BOUCHERIE |
| SAINT-GEORGES-SUR-ARNON |
| SEGRY |
| THEVET-SAINT-JULIEN |
| URCIERS |
| VIC-EXEMPLET |

## Zone hydrographique n°14 : La Théols

| Communes |
|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| AMBRAULT | ARDENTES | BOMMIERS | BRION |
| BRIVES | CHOUDAY | COINGS | CONDE |
| DIORS | DIOU | GIROUX | ISSOUDUN |
| LA BERTHENOUX | LA CHAMPENOISE | LES BORDES | LIZERAY |
| MARON | MENETREOLS-SOUS-VATAN | MERS-SUR-INDRE | MEUNET-PLANCHES |
| MIGNY | MONTIERCHAUME | MONTIPOURET | NEUVY-PAILLOUX |
| NOHANT-VIC | PAUDY | PRUNIERS | REUILLY |
| SAINT-AOUSTRILLE | SAINT-AOUT | SAINT-AUBIN | SAINT-CHARTIER |
| SAINT-CHRISTOPHE-EN-BOUCHERIE | SAINT-GEORGES-SUR-ARNON | SAINT-PIERRE-DE-JARDS | SAINT-VALENTIN |
| SAINTE-FAUSTE | SAINTE-LIZAIGNE | SASSIERGES-SAINT-GERMAIN | SEGRY |
| THIZAY | VOUILLON | | |

## Zone hydrographique n°15 : Le Fouzon

| Communes | | | |
|---|---|---|---|
| AIZE | ANJOUIN | BAGNEUX | BAUDRES |
| BOUGES LE CHATEAU | BRETAGNE | BRION | BUXEUIL |
| CHABRIS | DUN-LE-POELIER | FONTENAY | FONTGUENAND |
| FRANCILLON | FREDILLE | GEHEE | GIROUX |
| GUILLY | HEUGNES | JEU-MALOCHES | LA CHAPPELE-SAINT-LAURIAN |
| LA VERNELLE | LANGE | LEVROUX | LINIEZ |
| LUCAY-LE-LIBRE | LYE | MENETOU-SUR-NAHON | MENETREOLS-SOUS-VATAN |
| MEUNET-SUR-VATAN | MOULINS-SUR-CEPHONS | ORVILLE | PARPECAY |
| PAUDY | PELLEVOISIN | POULAINES | REBOURSIN |
| ROUVRES-LES-BOIS | SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE | SAINT-FLORENTIN | SAINT-MARTIN-DE-LAMPS |
| SAINT-PIERRE-DE-JARDS | SAINTE-CECILE | SANT-PIERRE-DE-LAMPS | SELLES-SUR-NAHON |
| SEMBLECAY | VALENCAY | VARENNES-SUR-FOUZON | VATAN |
| VEUIL | VICQ-SUR-NAHON | VILLENTROIS | |

## Zone hydrographique n°16 : Le Modon

| Communes | | | |
|---|---|---|---|
| ECUEILLE | FAVEROLLES | JEU-MALOCHES | LUCAY-LE-MALE |
| LYE | VEUIL | VILLENTROIS | |

# ANNEXE 2bis : COMMUNES CONCERNÉES PAR LES ZONES HYDROGRAPHIQUES D'ALERTE

Le tableau qui suit est un croisement géographique qui superpose les périmètres des communes et des zones hydrographiques d'alerte. Pour chaque commune est identifiée les bassins versants sur lesquelles se situent les communes de l'Indre. Si une commune est concernée par plusieurs zones d'alerte alors les usages sont soumis aux mesures de restrictions du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune.

| Commune | Zone hydrographique d'alerte associée |
|---|---|
| Aigurande | Indre amont (07), Bouzanne (03), Creuse (05) |
| Aize | Fouzon (13) |
| Ambrault | Théols (14) |
| Anjouin | Fouzon (13) |
| Ardentes | Indre amont (07), Théols (14), Bouzanne (03) |
| Argenton-sur-Creuse | Creuse (05), Anglin amont (01) |
| Argy | Indre aval (08) |
| Arpheuilles | Indre aval (08) |
| Arthon | Bouzanne (03), Indre amont (07) |
| Azay-le-Ferron | Claise (04) |
| Badecon-le-Pin | Creuse (05) |
| Bagneux | Fouzon (13) |
| Baraize | Creuse (05) |
| Baudres | Fouzon (13) |
| Bazaiges | Anglin amont (01), Creuse (05) |
| Beaulieu | Anglin amont (01) |
| Bélâbre | Anglin aval (02) |
| La Berthenoux | Théols (14), Indre amont (07) |
| Le Blanc | Creuse (05), Anglin aval (02) |
| Bommiers | Théols (14) |
| Bonneuil | Anglin aval (02) |
| Les Bordes | Théols (14) |
| Bouesse | Bouzanne (03) |
| Bouges-le-Château | Fouzon (13) |
| Bretagne | Fouzon (13) |
| Briantes | Indre amont (07) |
| Brion | Ringoire (11), Fouzon (13), Trégonce (12), Théols (14) |
| Brives | Théols (14) |
| La Buxerette | Bouzanne (03), Indre amont (07) |
| Buxeuil | Fouzon (13) |
| Buxières-d'Aillac | Bouzanne (03) |
| Buzançais | Indre aval (08), Claise (04) |
| Ceaulmont | Creuse (05) |
| Celon | Anglin amont (01), Creuse (05) |
| Chabris | Cher (16), Fouzon (13) |
| Chaillac | Anglin amont (01), Anglin aval (02) |
| Chalais | Anglin aval (02), Anglin amont (01) |
| La Champenoise | Théols (14) |
| Champillet | Indre amont (07) |
| La Chapelle-Orthemale | Indre aval (08), Claise (04) |
| La Chapelle-Saint-Laurian | Fouzon (13) |
| Chasseneuil | Creuse (05), Bouzanne (03), Claise (04) |

| | |
|---|---|
| Chassignolles | Indre amont (07) |
| Châteauroux | Indre amont (07), Indre aval (08) |
| Châtillon-sur-Indre | Indre aval (08) |
| La Châtre | Indre amont (07) |
| La Châtre-Langlin | Anglin amont (01) |
| Chavin | Creuse (05), Bouzanne (03) |
| Chazelet | Anglin amont (01) |
| Chezelles | Trégonce (12), Indre aval (08) |
| Chitray | Creuse (05) |
| Chouday | Théols (14), Arnon (15) |
| Ciron | Creuse (05), Anglin aval (02) |
| Cléré-du-Bois | Indre aval (08), Claise (04) |
| Clion | Indre aval (08) |
| Cluis | Bouzanne (03), Creuse (05) |
| Coings | Ringoire (11), Indre amont (07), Théols (14) |
| Concremiers | Anglin aval (02) |
| Condé | Théols (14) |
| Crevant | Indre amont (07) |
| Crozon-sur-Vauvre | Indre amont (07) |
| Cuzion | Creuse (05) |
| Déols | Ringoire (11), Indre amont (07) |
| Diors | Indre amont (07), Théols (14) |
| Diou | Théols (14) |
| Douadic | Creuse (05), Claise (04) |
| Dunet | Anglin amont (01), Anglin aval (02) |
| Dun-le-Poëlier | Fouzon (13) |
| Écueillé | Indrois-Tourmente (09), Modon (10) |
| Éguzon-Chantôme | Creuse (05), Anglin amont (01) |
| Étrechet | Indre amont (07) |
| Feusines | Indre amont (07) |
| Fléré-la-Rivière | Indre aval (08) |
| Fontenay | Fouzon (13) |
| Fontgombault | Creuse (05), Anglin aval (02) |
| Fontguenand | Fouzon (13) |
| Fougerolles | Bouzanne (03), Indre amont (07) |
| Francillon | Fouzon (13), Trégonce (12), Indre aval (08) |
| Frédille | Fouzon (13), Indre aval (08) |
| Gargilesse-Dampierre | Creuse (05) |
| Gehée | Fouzon (13) |
| Giroux | Fouzon (13), Théols (14) |
| Gournay | Bouzanne (03) |
| Guilly | Fouzon (13) |
| Heugnes | Fouzon (13), Indrois-Tourmente (09) |
| Ingrandes | Anglin aval (02), Creuse (05) |
| Issoudun | Théols (14), Arnon (15) |
| Jeu-les-Bois | Bouzanne (03), Indre amont (07) |
| Jeu-Maloches | Fouzon (13), Modon (10) |
| Lacs | Indre amont (07) |
| Langé | Fouzon (13) |
| Levroux | Fouzon (13), Trégonce (12), Indre aval (08) |
| Lignac | Anglin aval (02), Anglin amont (01) |

| | |
|---|---|
| Lignerolles | Indre amont (07), Arnon (15) |
| Lingé | Claise (04), Creuse (05) |
| Liniez | Fouzon (13) |
| Lizeray | Théols (14) |
| Lourdoueix-Saint-Michel | Creuse (05) |
| Lourouer-Saint-Laurent | Indre amont (07) |
| Luant | Claise (04), Creuse (05), Bouzanne (03) |
| Luçay-le-Libre | Fouzon (13) |
| Luçay-le-Mâle | Modon (10), Indrois-Tourmente (09) |
| Lurais | Creuse (05), Anglin aval (02) |
| Lureuil | Creuse (05), Claise (04) |
| Luzeret | Anglin amont (01), Creuse (05) |
| Lye | Modon (10), Fouzon (13) |
| Lys-Saint-Georges | Bouzanne (03), Indre amont (07) |
| Le Magny | Indre amont (07) |
| Maillet | Bouzanne (03) |
| Malicornay | Bouzanne (03) |
| Mâron | Théols (14) |
| Martizay | Claise (04) |
| Mauvières | Anglin aval (02) |
| Menetou-sur-Nahon | Fouzon (13) |
| Ménétréols-sous-Vatan | Théols (14), Fouzon (13) |
| Le Menoux | Creuse (05) |
| Méobecq | Claise (04) |
| Mérigny | Anglin aval (02) |
| Mers-sur-Indre | Indre amont (07), Théols (14) |
| Meunet-Planches | Théols (14) |
| Meunet-sur-Vatan | Fouzon (13) |
| Mézières-en-Brenne | Claise (04) |
| Migné | Claise (04), Creuse (05) |
| Migny | Théols (14), Arnon (15) |
| Montchevrier | Bouzanne (03), Creuse (05) |
| Montgivray | Indre amont (07) |
| Montierchaume | Indre amont (07), Théols (14) |
| Montipouret | Indre amont (07), Théols (14) |
| Montlevicq | Indre amont (07) |
| Mosnay | Bouzanne (03) |
| La Motte-Feuilly | Indre amont (07) |
| Mouhers | Bouzanne (03) |
| Mouhet | Anglin amont (01), Anglin aval (02) |
| Moulins-sur-Céphons | Fouzon (13) |
| Murs | Indre aval (08) |
| Néons-sur-Creuse | Creuse (05), Gartempe (06) |
| Néret | Arnon (15), Indre amont (07) |
| Neuillay-les-Bois | Claise (04) |
| Neuvy-Pailloux | Théols (14) |
| Neuvy-Saint-Sépulchre | Bouzanne (03) |
| Niherne | Indre aval (08), Claise (04), Trégonce (12) |
| Nohant-Vic | Indre amont (07), Théols (14) |
| Nuret-le-Ferron | Claise (04), Creuse (05) |
| Obterre | Claise (04), Indre aval (08) |
| Orsennes | Creuse (05), Bouzanne (03) |

| | |
|---|---|
| Orville | Fouzon (13) |
| Oulches | Creuse (05) |
| Palluau-sur-Indre | Indre aval (08) |
| Parnac | Anglin amont (01) |
| Paudy | Théols (14), Fouzon (13) |
| Paulnay | Claise (04), Indre aval (08) |
| Le Pêchereau | Creuse (05), Bouzanne (03) |
| Pellevoisin | Indre aval (08), Fouzon (13) |
| Pérassay | Indre amont (07) |
| La Pérouille | Claise (04), Creuse (05) |
| Le Poinçonnet | Indre amont (07) |
| Pommiers | Creuse (05), Bouzanne (03) |
| Le Pont-Chrétien-Chabenet | Bouzanne (03), Creuse (05) |
| Poulaines | Fouzon (13) |
| Pouligny-Notre-Dame | Indre amont (07) |
| Pouligny-Saint-Martin | Indre amont (07) |
| Pouligny-Saint-Pierre | Creuse (05) |
| Préaux | Indrois-Tourmente (09) |
| Preuilly-la-Ville | Creuse (05) |
| Prissac | Anglin amont (01), Anglin aval (02), Creuse (05) |
| Pruniers | Théols (14) |
| Reboursin | Fouzon (13) |
| Reuilly | Théols (14) |
| Rivarennes | Creuse (05) |
| Rosnay | Creuse (05), Claise (04) |
| Roussines | Anglin amont (01) |
| Rouvres-les-Bois | Fouzon (13) |
| Ruffec | Creuse (05), Anglin aval (02) |
| Sacierges-Saint-Martin | Anglin amont (01) |
| Saint-Aigny | Creuse (05), Anglin aval (02) |
| Saint-Aoustrille | Théols (14) |
| Saint-Août | Théols (14) |
| Saint-Aubin | Théols (14) |
| Saint-Benoît-du-Sault | Anglin amont (01) |
| Saint-Chartier | Indre amont (07), Théols (14) |
| Saint-Christophe-en-Bazelle | Fouzon (13) |
| Saint-Christophe-en-Boucherie | Arnon (15), Théols (14) |
| Saint-Civran | Anglin amont (01) |
| Saint-Cyran-du-Jambot | Indre aval (08) |
| Saint-Denis-de-Jouhet | Bouzanne (03), Indre amont (07) |
| Sainte-Fauste | Théols (14) |
| Saint-Florentin | Fouzon (13) |
| Saint-Gaultier | Creuse (05) |
| Sainte-Gemme | Claise (04), Indre aval (08) |
| Saint-Genou | Indre aval (08) |
| Saint-Georges-sur-Arnon | Arnon (15), Théols (14) |
| Saint-Gilles | Anglin amont (01) |
| Saint-Hilaire-sur-Benaize | Anglin aval (02) |
| Saint-Lactencin | Indre aval (08) |
| Sainte-Lizaigne | Théols (14) |

| | |
|---|---|
| Saint-Marcel | Creuse (05), Bouzanne (03) |
| Saint-Maur | Indre aval (08), Claise (04), Trégonce (12), Ringoire (11), Indre amont (07) |
| Saint-Médard | Indre aval (08) |
| Saint-Michel-en-Brenne | Claise (04) |
| Saint-Pierre-de-Jards | Théols (14), Fouzon (13) |
| Saint-Plantaire | Creuse (05) |
| Sainte-Sévère-sur-Indre | Indre amont (07) |
| Saint-Valentin | Théols (14) |
| Sarzay | Indre amont (07) |
| Sassierges-Saint-Germain | Théols (14) |
| Saulnay | Indre aval (08), Claise (04) |
| Sauzelles | Creuse (05), Anglin aval (02) |
| Sazeray | Indre amont (07) |
| Ségry | Arnon (15), Théols (14) |
| Selles-sur-Nahon | Fouzon (13) |
| Sembleçay | Fouzon (13) |
| Sougé | Indre aval (08) |
| Tendu | Bouzanne (03), Creuse (05) |
| Thenay | Creuse (05), Anglin amont (01) |
| Thevet-Saint-Julien | Indre amont (07), Arnon (15) |
| Thizay | Théols (14) |
| Tilly | Anglin aval (02) |
| Tournon-Saint-Martin | Creuse (05) |
| Le Tranger | Indre aval (08) |
| Tranzault | Bouzanne (03), Indre amont (07) |
| Urciers | Indre amont (07), Arnon (15) |
| Valençay | Fouzon (13) |
| Val-Fouzon | Fouzon (13) |
| Vatan | Fouzon (13) |
| Velles | Bouzanne (03), Claise (04) |
| Vendœuvres | Claise (04) |
| La Vernelle | Fouzon (13), Cher (16) |
| Verneuil-sur-Igneraie | Indre amont (07), Théols (14) |
| Veuil | Fouzon (13), Modon (10) |
| Vicq-Exemplet | Arnon (15), Indre amont (07) |
| Vicq-sur-Nahon | Fouzon (13) |
| Vigoulant | Indre amont (07) |
| Vigoux | Anglin amont (01) |
| Vijon | Indre amont (07) |
| Villedieu-sur-Indre | Indre aval (08), Trégonce (12), Claise (04) |
| Villegongis | Trégonce (12) |
| Villegouin | Indre aval (08), Indrois-Tourmente (09) |
| Villentrois-Faverolles-en-Berry | Modon (10), Fouzon (13) |
| Villiers | Indre aval (08), Claise (04) |
| Vineuil | Trégonce (12), Ringoire (11) |
| Vouillon | Théols (14) |

# ANNEXE 3 : CONTENU DES PLANS D'ALERTE

En fonction des débits mesurés sur chaque station de référence (DREAL ou point nodal), des plans d'alerte sont définis pour chaque seuil franchi (DSA, DAR et DCR) dans lesquels les prélèvements doivent être progressivement réduits sur la zone contrôlée par la station de référence. Ces réductions de prélèvements sont adaptées aux usagers de l'eau en fonction du seuil franchi.

De plus, les économies d'eau, pour tous les usages, sont à promouvoir, car elles constituent une mesure dans les plans d'adaptation au changement climatique : il est rappelé que certains usages, de jour aux heures les plus chaudes, favorisent fortement l'évaporation. Or, il est recommandé de limiter ce phénomène. Ainsi de juillet à septembre et indépendamment des mesures de restrictions déterminées ci-dessous, afin de privilégier les prélèvements en dehors de ces heures, des dispositions pourront être prescrites au cas par cas en fonction de la situation exceptionnelle constatée.

Les mesures de limitation ou de suspension décrites dans les tableaux ci-dessous s'appliquent quelle que soit l'origine de l'eau, à l'exception des usages listés dans l'**ARTICLE 2**. Elles feront l'objet de contrôles tels que précisés à l'**ARTICLE 6** et leur non-respect est susceptible de poursuites pénales :

- **Mesures générales (tout usager, public et privé)**

| USAGES DE L'EAU | MESURES APPLICABLES DÈS LE FRANCHISSEMENT | | |
|---|---|---|---|
| | DSA | DAR | DCR |
| **Lavages des véhicules** | Interdiction hors stations professionnelles équipées d'un système de recyclage des eaux et d'un système de lavage haute pression sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou techniques (ex : bétonnières) et pour les besoins liés à la sécurité publique. | | |
| **Nettoyage des façades, voiries, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées ne faisant pas l'objet de travaux** | Façades et toitures : Interdiction<br><br>Voiries, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées : Limité au strict nécessaire pour assurer l'hygiène et la salubrité publique | | |
| **Arrosage des pelouses, massifs fleuris, arbres et arbustes** | Interdit de 10h à 18h | Interdiction (dérogation générale pour jeunes gazons implantés depuis l'automne et pour les jeunes arbres et arbustes de moins de trois ans, dérogations possibles pour massifs fleuris de sites majeurs inventoriés par le Comité des Parcs et Jardins de France (CPJF) pour lesquels les arrosages sont autorisés entre 20h et 8h) | |
| **Arrosage des espaces arborés accessibles gratuitement au public en milieu urbain** | Interdit de 10h à 18h | Interdiction (dérogations possibles pour les collectivités dont le Plan Climat-Air-Energie Territorial a mis en évidence un risque d'îlot de chaleur urbain et pour lesquels les arrosages sont autorisés entre 20h et 8h) | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Arrosage des jardins potagers** | Interdit de 10h à 18h | Interdit de 8h à 20h | |
| **Arrosage des terrains de sport** | Interdit de 10h à 18h | Interdit de 8h à 20h | Interdiction (dérogation générale pour les jeunes gazons implantés depuis l'automne, dérogation possible pour pelouses des terrains d'entraînement ou de compétition de haut niveau où les arrosages sont autorisés entre 20h et 8h) |
| **Alimentation des fontaines d'ornement, bassins d'ornements, jeux d'eau, et d'autres aménagements en circuit ouvert** | Interdiction totale | | |
| **Remplissage et vidange des piscines privées (de plus d'un $m^3$)** | Interdiction de remplissage sauf remise à niveau nécessaire au bon fonctionnement de l'ouvrage et premier remplissage pour chantier en cours | | |
| **Piscines ouvertes au public** | Remplissage et vidange soumis à autorisation préalable de la DDT et après avis de l'ARS | | |
| **Remplissage des plans d'eau, étangs, bassin d'agrément** | Interdiction de remplissage pour les :<br>• plans d'eau alimentés par prélèvements en eaux superficielles (dérivation, etc) et par forages souterrains qui doivent avoir leur dispositif de prélèvement rendu inactif.<br>• plans d'eau en barrage sur le cours d'eau qui doivent laisser s'écouler à l'aval un débit sortant au moins égal au débit réservé ou à défaut au débit entrant. | | |
| **Gestion des ouvrages hydrauliques** | Interdiction de toute manœuvre susceptible d'influencer le débit ou le niveau d'eau sauf si elle est nécessaire :<br>• au non dépassement de la cote légale de retenue<br>• à la protection contre les inondations des terrains riverains amont<br>• à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont.<br>Les manœuvres de vannes nécessaires au maintien du débit réservé sont autorisées en veillant à ce qu'elles ne nuisent pas à la qualité des eaux et au milieu naturel. | | |
| **Travaux en cours d'eau** | Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques | Report des travaux sauf :<br>• situation d'assec total<br>• pour des raisons de sécurité<br>• dans le cas d'une restauration, renaturation du cours d'eau<br>Déclaration préalable au service de police de l'eau de la DDT dans les cas ci-dessus. | |

- **Usages industriels et commerciaux**

| USAGES DE L'EAU | MESURES APPLICABLES DÈS LE FRANCHISSEMENT | | |
|---|---|---|---|
| | DSA | DAR | DCR |
| **Arrosage des golfs et des greens** | Interdiction d'arroser les terrains de golfs de 8h à 20h de façon à diminuer la consommation d'eau sur le volume hebdomadaire de 15 à 30%. | Interdiction d'arroser les terrains de golfs de sorte à réduire les volumes d'au moins 60% à l'exception des « green et départs » entre 20h et 8h le lendemain. | Interdiction totale d'arroser les golfs. Les greens pourront toutefois être préservés par un arrosage réduit au strict nécessaire entre 20h et 8h, et qui ne pourra représenter plus de 30 % des volumes habituels. |
| | Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'arrosage des terrains de golfs (volume et surface). | | |
| **Exploitation des sites industriels classés ICPE** | Avec un arrêté préfectoral complémentaire (APC) : se référer aux dispositions spécifiques relatives à la gestion de la ressource en eau prévues dans leur autorisation administrative.<br>Sans APC : Suppression des usages hors process.<br>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (ex : opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. | | |
| **Installations de production d'électricité d'origine nucléaire, hydraulique, et thermique à flamme, visées dans le code de l'énergie, qui garantissent, dans le respect de l'intérêt général, l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national** | Pour les centres nucléaires de production d'électricité, modification temporaire des modalités de prélèvement et de consommation d'eau, de rejet dans l'environnement, et/ou limites de rejet dans l'environnement des effluents liquides en cas de situation exceptionnelle par décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire (appelées décision « Modalités » et décision « Limites ») homologuées par le Ministère chargé de l'environnement.<br>Pour les installations thermiques à flamme, les prélèvements d'eau liés au refroidissement, aux eaux de process ou aux opérations de maintenance restent autorisées, sauf si dispositions spécifiques prises par arrêté préfectoral.<br>Pour les installations hydroélectriques stratégiques du complexe d'Éguzon et à l'exclusion de toutes les micro-centrales, les manœuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Ces manœuvres ne doivent pas interrompre le débit légal des passes à poissons. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité. Ne sont dans tous les cas pas concernées les usines de pointe ou en tête de vallée présentant un enjeu de sécurisation du réseau électrique national dont la liste est fournie à l'article R 214-111-3 du Code de l'Environnement. | | |
| **Activités industrielles (hors ICPE), commerciales, artisanales et de services** | Limitation de la consommation d'eau au strict nécessaire relatif au process de production et de fonctionnement de l'entreprise.<br><br>Tenue d'un registre de prélèvements. | | |

- **Usages agricoles**

Est concernée par les dispositions du présent article l'irrigation agricole réalisée à partir d'ouvrages de prélèvements fixes ou mobiles, qu'ils soient réglementés ou non :

- Prélèvements superficiels :

Il s'agit des prélèvements réalisés dans les cours d'eau, canaux, plans d'eau et retenues connectés au réseau hydrographique.

- Prélèvements souterrains de type A :

Il s'agit des prélèvements réalisés dans la nappe alluviale qui sont en liaison directe avec les cours d'eau (forages ou plans d'eau alimentés par l'affleurement d'une telle nappe).

- Prélèvements souterrains de type B :

A la différence des prélèvements souterrains de type A, il s'agit de tout type de prélèvements réalisés dans une nappe profonde dont l'impact avec le cours d'eau est amoindri. En pratique, il s'agit de la fusion des nomenclatures des forages en nappes calcaires du jurassique et des forages hors nappes du jurassique présents dans le précédent arrêté-cadre sécheresse, a l'exclusion des forages de type A.

Les mesures de limitation et d'interdiction pour chaque niveau de gestion applicables à l'irrigation agricole en fonction du type de prélèvement pratiqué sont définies dans le tableau ci-dessous.

| **USAGES DE L'EAU** | | **MESURES APPLICABLES DÈS LE FRANCHISSEMENT** | | |
|---|---|---|---|---|
| | Prélèvement | DSA | DAR | DCR |
| **Irrigation agricole** | **Superficiel et Souterrain de type A** | Interdit de 12h à 18h tous les jours | Interdit de 8h à 20h tous les jours | Interdit |
| | **Souterrain de type B** | Autorisé | Interdit de 12h à 18h tous les jours | Interdit de 8h à 20h tous les jours. |

**Cas de l'utilisation des réserves :** L'arrosage et l'irrigation agricole à partir des réserves préalablement constituées avant l'entrée en vigueur des limitations et des suspensions provisoires sont autorisés sans restriction horaire sauf prescriptions spécifiques prévues par un arrêté préfectoral. Il est néanmoins fortement recommandé d'utiliser l'eau stockée dans la réserve en suivant les restrictions horaires associées aux prélèvements de type B. Le remplissage des réserves s'effectue en période hivernal et a l'entrée du printemps avec arrêt obligatoire a la fin du printemps. De plus, le remplissage des réserves à partir d'un prélèvement dans le milieu est interdit durant les périodes de limitation et de suspension provisoire des usages de l'eau.

**Cas de l'utilisation des bassins de transfert :** À la différence des réserves, la ré-alimentation des bassins de transfert est autorisée dans la limite des horaires de restrictions prévues en fonction du type de ressource prélevée dans le milieu. L'irrigation à partir de ces bassins de transfert est soumise aux mêmes limitations horaires en fonction de l'origine de la ressource. Néanmoins, les volumes sortants de ces bassins de transfert doivent être égaux aux volumes entrants. La tenue des registres de prélèvements sur les compteurs entrant et sortant devra être à jour dans le même pas de temps que les prélèvements en période de restriction.

- **Surveillance des stations d'épuration**

Les exploitants des stations de traitement des eaux usées dont le procédé épuratoire est de type boues activées à aération prolongée ou lagune aérée, optimisent la qualité des rejets dans les eaux superficielles en augmentant les cycles d'aération dès que la zone d'alerte dont ils dépendent franchit le DSA.

Un suivi hebdomadaire sur les rejets des paramètres N-NH4, N-NO3 et P-PO4 sera réalisé et les résultats devront être conservés dans le registre de la station.

Les exigences épuratoires complémentaires, éventuellement prévues par leur arrêté fixant des prescriptions, sont à mettre en œuvre et à respecter par toutes les stations de traitement des eaux usées positionnées sur ces bassins versants.

Tout dépassement de valeur des normes de rejets, ainsi que toute difficulté rencontrée, devront être immédiatement signalés au service en charge de la Police de l'Eau.

# Direction Régionale des Douanes et des Droits Indirects du Centre-Val de Loire

# 36-2022-08-09-00002

# Décision de fermeture définitive d'un débit de tabac ordinaire permanent sur la commune d'Orsennes

**DÉCISION DE FERMETURE DÉFINITIVE D'UN DÉBIT DE TABAC ORDINAIRE PERMANENT SUR LA COMMUNE DE ORSENNES**

Le Directeur Interrégional des Douanes et Droits Indirects à Dijon

**Vu** l'article 568 du code général des impôts ;

**Vu** l'article 289-39° de l'annexe II du code général des impôts, relatif aux décisions administratives individuelles ;

**Vu** le décret n°2010-720 du 28 juin 2010, modifié par le décret 2016-935 du 7 juillet 2016, relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés et notamment, ses articles 8 et 37 ;

**Vu** l'arrêté du 8 juillet 2010, modifié par l'arrêté du 27 juillet 2016, relatif au contrat liant les débitants de tabac à l'administration des douanes et droits indirects dans le cadre de l'exercice du monopole de vente au détail des tabac manufacturés ;

**Considérant** la situation du réseau des débitants de tabac ;

**Considérant** que la Fédération Départementale des débitants de tabac de l'Indre a été informée ;

**DÉCIDE**

*Article 1er :* La fermeture définitive du débit de tabac ordinaire permanent immatriculé 3600173R, sis 9, rue Grande – 36190 ORSENNES, à la date du 9 août 2022, en application de l'article 37-4° du décret susvisé.

*Article 2 :* La présente décision sera publiée au Recueil des actes administratifs du département de l'Indre. Elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Châteauroux, territorialement compétent, dans les deux mois suivant sa date de publication.

Fait à Orléans, le 9 août 2022,

Pour le Directeur Interrégional des Douanes et Droits Indirects à Dijon,
L'Administratrice supérieure des Douanes et Droits Indirects,
Directrice Régionale des Douanes et Droits Indirects du Centre Val-de-Loire,

Sylvie DENIS

Copie pour information : bureau de Châteauroux

Direction régionale des douanes et droits indirects du Centre Val de Loire
10 boulevard de Verdun
45000 Orléans

Affaire suivie par : Régine HULEUX
Tél. : 09 70 27 65 17
Courriels : regine.huleux@douane.finances.gouv.fr
pae-orleans@douane.finances.gouv.fr

Réf. :

Préfecture de l'Indre

36-2022-08-03-00008

20220726 Avis complet CDAC SASU L'ECUSSON

PRÉFET
DE L'INDRE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction du développement local et de l'environnement**
Affaire suivie par :
anne.rouet@indre.gouv.fr

Châteauroux, le - 3 AOUT 2022

**Avis de la Commission départementale d'aménagement commercial de l'Indre**
**mardi 26 juillet 2022**

***

**Demande d'extension d'un ensemble commercial**
**en vue du renouvellement des droits commerciaux devenus caducs**
**d'une cellule située 1 allée du Commerce, commune de Saint-Maur,**
**par la SASU L'ÉCUSSON**

Cette demande a été enregistrée sous le numéro D 043 233 622, le 3 juin 2022.

La Commission départementale d'aménagement commercial de l'Indre ;

Aux termes du procès-verbal de ses délibérations en date du 26 juillet 2022, prises sous la présidence de Madame Nadine CHAÏB, Secrétaire générale de la préfecture de l'Indre ;

Vu le Code de commerce, et notamment les articles L. 751-1 et suivants et R. 751-1 et suivants ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;

Vu le décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;

Vu l'arrêté n° 36-2021-12-23-00001 du 23 décembre 2021 portant composition de la Commission départementale d'aménagement commercial de l'Indre ;

Vu l'arrêté n° 36-2022-05-20-00001 du 20 mai 2022 modifiant l'arrêté n° 36-2021-12-23-00001 du 23 décembre 2021 portant composition de la Commission départementale d'aménagement commercial de l'Indre ;

Vu l'arrêté n° 36-2022-06-23-00003 du 23 juin 2022 précisant la composition de la Commission d'aménagement commercial de l'Indre pour l'examen de la demande visée ci-dessous ;

Vu la demande d'autorisation d'extension d'un ensemble commercial déposée par la SASU L'ÉCUSSON le 3 juin 2022 auprès du secrétariat de la Commission départementale d'aménagement commercial de l'Indre et déclarée complète le 3 juin 2022, en vue du renouvellement des droits commerciaux devenus caducs d'une cellule située 1 allée du Commerce, commune de Saint Maur ;

Vu l'enregistrement du dossier susvisé par le secrétariat de la Commission départementale d'aménagement commercial en date du 3 juin 2022 ;

Vu le rapport d'instruction présenté par la Direction départementale des territoires en date du 20 juillet 2022 ;

Après avoir entendu en séance M. Sylvain BABINOT, représentant la SASU L'ÉCUSSON, pétitionnaire, accompagné de M. Patrick DELPORTE, gérant de la société CEDACOM ;

Après délibération des membres de la Commission ;

Considérant que le projet consiste dans le renouvellement des droits commerciaux devenus caducs d'une cellule de 1 793 m² située 1 allée du Commerce, commune de Saint-Maur, prévoyant la division de la cellule en 2 cellules de plus petite taille, pour des surfaces de vente de 915 m² et 878 m².

Considérant que la Commission départementale d'aménagement commercial se prononce sur les effets du projet en matière d'aménagement du territoire, de développement durable, de protection des consommateurs et, à titre accessoire, en matière sociale, conformément aux critères d'évaluation énoncés à l'article L. 752-6 du Code de commerce ;

Considérant que le projet occupera une surface déjà imperméabilisée et qu'il ne consommera pas d'espace agricole ;

Considérant que le projet contribuera à résorber une friche commerciale sur le site actuellement vacant depuis la fermeture du magasin Tati en 2016 ;

Considérant que le projet est localisé en zone Uy4 du PLUi de la communauté d'agglomération de Châteauroux Métropole correspondant aux espaces commerciaux de périphérie, et que la zone commerciale Cap Sud est qualifiée de pôle majeur dans le Document d'orientations et d'objectifs (DOO) du ScoT, et de localisation préférentielle pour les commerces de plus de 300 m² ;

Considérant que le projet est en conformité avec les documents d'urbanisme ;

Considérant que le projet permettra de préserver des emplois existants ;

Considérant que le projet prévoit des aménagements permettant d'optimiser les performances énergétiques du bâtiment et de répondre aux exigences de la réglementation thermique 2012 ;

Considérant que l'accès au site s'effectuera depuis un accès entrant situé allée du Commerce et que le site dispose d'un accès sortant qui permet de réguler la circulation et fluidifier le trafic, au même titre que le giratoire entre la RD67 et le boulevard du Franc ;

Considérant que le projet ne s'accompagne pas de construction nouvelle ;

Considérant que le projet contribuera au renforcement de l'attractivité de la zone et à diversifier l'offre, en limitant l'évasion commerciale vers d'autres zones de chalandise ;

**En conséquence émet un avis favorable à la demande d'extension d'un ensemble commercial en vue du renouvellement des droits commerciaux devenus caducs d'une cellule située 1 allée du Commerce, commune de Saint-Maur.**

Cet avis a été pris par 9 votes favorables et 1 abstention.

Ont voté favorablement pour ce projet :

- Monsieur Ludovic RÉAU, maire de Saint-Maur ;
- Madame Catherine DUPONT, vice-présidente de Châteauroux Métropole, représentant le président de Châteauroux Métropole ;
- Monsieur Luc DELLA-VALLE, vice-président du syndicat mixte du Pays Castelroussin-Val de l'Indre ;
- Madame Frédérique MÉRIAUDEAU, vice-présidente et conseillère départementale du canton de Buzançais, représentant le président du Conseil départemental ;
- Monsieur Philippe MÉTIVIER, maire de Vatan, représentant les maires de l'Indre ;
- Monsieur François DAUGERON, président du syndicat mixte du Pays de la Châtre-en-Berry, représentant les intercommunalités de l'Indre ;
- Monsieur Pascal BORDAT, association Force Ouvrière Consommateurs ;
- Monsieur Hubert JOUOT, Fédération départementale de l'Indre des Familles Rurales ;
- Monsieur Yann PASQUIER, Conseil régional du Centre de l'Ordre des Architectes.

S'est abstenu :

- Monsieur Dominique VIARD, association Indre Nature.

Conformément aux nouvelles dispositions de la loi portant évolution du logement et de l'aménagement du numérique Madame Frédérique MÉRIAUDEAU, représentant le président du Conseil départemental, a été désignée comme la personne qui serait entendue par la CNAC en cas de recours contre le présent avis.

Le présent avis sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Indre.

Pour le Préfet et par délégation,
la présidente de la Commission départementale
d'aménagement commercial,

N. Chaïb

Nadine CHAÏB

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 425-4 du Code de l'urbanisme, le demandeur, le représentant de l'État dans le département, tout membre de la Commission départementale d'aménagement commercial, tout professionnel dont l'activité, exercée dans les limites de la zone de chalandise définie pour chaque projet, est susceptible d'être affectée par le projet ou devant la Commission nationale d'aménagement commercial contre l'avis de la Commission départementale d'aménagement commercial adressé à :

Secrétariat de la Commission nationale d'aménagement commercial (CNAC)
Télédoc 121
Bâtiment Sieyès
61 boulevard Vincent Auriol
75013 PARIS CEDEX 13

La Commission nationale d'aménagement commercial émet un avis sur la conformité du projet aux critères énoncés à l'article L. 752-6 du Code du commerce qui se substitue à celui de la Commission départementale. En l'absence d'avis exprès de la Commission nationale dans le délai de quatre mois à compter de sa saisine, l'avis de la Commission départementale d'aménagement commercial est réputé confirmé.

À peine d'irrecevabilité, la saisine de la Commission nationale par les personnes susmentionnées est un préalable obligatoire au recours contentieux dirigé contre la décision de l'autorité administrative compétente pour délivrer le permis de construire. Le maire de la commune d'implantation du projet et le représentant de l'État dans le département ne sont pas tenus d'exercer ce recours préalable.